



**Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général
European Liaison Committee on Services of General Interest**

www.celsig.org

Conseil européen

Le Conseil européens, qui s'est tenu le 19 novembre 2009, a exprimé sa satisfaction que le traité de Lisbonne entre en vigueur le 1er décembre 2009.

Il est parvenu à un accord politique sur les nominations prévues par ce traité de ♦ président du Conseil européen : Herman Van Rompuy (chrétien démocrate, belge), qui sera élu par le Conseil européen, pour une durée de deux ans et demi à compter du 1er décembre 2009, renouvelable une fois ♦ de Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité : Catherine Ashton (travailleuse, britannique, actuellement commissaire au commerce dans la Commission Barroso I). Elle sera aussi Vice-président de la Commission européenne, et de ce fait également soumise à un vote d'approbation du Parlement européen en même temps que les autres membres de la Commission, le 26 janvier 2010.

European Council

The European Council which was held on 19th November, 2009, applauded the entering into force of the Treaty of Lisbon on 1st December, 2009.

The Council reached a political agreement on two appointments, as stipulated in the new treaty ♦ The European Council President: Herman Van Rompuy (Belgian, Christian Democrat), who will be elected by the European Council for a two and a half year term commencing on the 1st December, 2009 and renewable once ♦ the High Representative for the Union's Foreign and Security Policy: Catherine Ashton (British, Labour party and currently commissioner for trade in the Barroso Commission I). She will also become Vice-President of the European Commission and, therefore, subject to a vote of approval by the Parliament together with the other members of the Commission slated on 26 January 2010.

SIEG : partage des compétences

Poursuivant le travail commencé avec son "Programme pour l'Europe" adopté en mars dernier (voir bulletin 252/253), le Comité économique et social européen (CESE), a adopté le 4 novembre 2009 par 155 voix pour, 1 voix contre et 9 abstentions un avis d'initiative intitulé "Les services d'intérêt économique général : quel partage des compétences entre l'UE et les Etats membres ?" dans lequel il développe les axes de la réflexion à mener sur les SIG pour tenir compte de l'entrée en vigueur, le 1er décembre 2009, du traité de Lisbonne. Celui-ci va offrir l'opportunité de sortir de l'incertitude frappant tous les acteurs des SIG (autorités publiques, prestataires, consommateurs) du fait de l'insuffisance du droit communautaire direct sur les SIG qui amène la CJCE et la Commission à faire de l'interprétation au cas par cas.

Le CESE examine le champ et la valeur de la sécurisation juridique contenue dans l'article 14 du traité de Lisbonne (TFUE) et il étudie le contenu possible d'initiatives des institutions européennes pour clarifier trois sortes d'enjeux : qui définit les services d'intérêt général, leurs objectifs, missions et responsabilités ; les formes que peut prendre cette définition ; les domaines où des SIG communautaires peuvent être nécessaires pour mettre en oeuvre les objectifs de l'Union. Sur ce dernier point, il insiste sur la nécessité d'examiner de manière approfondie la possibilité de définir des services communautaires d'intérêt général dans certains cas où une réponse satisfaisante ne peut être trouvée "que dans une conception européenne de l'intérêt général et des services appropriés". Le CESE souligne que "même si pour certains services comme les agences communautaires, entre autres celles chargées de la sécurité maritime, alimentaire, ferroviaire, ou celle responsable pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, ou encore les services "Ciel unique" ou "Galileo", la référence juridique aux SIG et SIEG n'a pas été faite, ces services répondent de par leur nature à un intérêt général européen". Il conclut en invitant les institutions européennes à sortir d'une démarche défensive et à faire preuve d'une certaine audace. Soulignons que c'est la première fois qu'une institution communautaire se prononce aussi fermement pour qu'existent des Services européens d'intérêt général.

http://eescopinions.eesc.europa.eu/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces%2Ften%2Ften389%2Fces1696-2009_ac.doc&language=FR

SGEI: sharing responsibilities

In a follow up to the work that begun with its "Agenda for Europe" adopted in March (see bulletin 252/253), the European Economic and Social Committee (EESC) voted, on November 4, 2009 and by 155 votes for 1 vote against and 9 abstentions, an own-initiative opinion entitled "Services of general economic interest: how should responsibilities be divided up between the EU and Member States?" in which it lays down themes to be considered for discussions on SGI, taking into account the entry into force of the Treaty of Lisbon on 1st December, 2009. This will provide the opportunity to overcome the uncertainty affecting all SGI stakeholders (public authorities, service providers, consumers) due to the inadequacy of direct Community law on SGI, which leads the ECJ and the Commission to make interpretation on a case by case basis.

The EESC is examining the scope and the value of legal certainty on the basis of Article 14 of the Treaty of Lisbon (TFEU) and, is studying the content of potential initiatives of the European institutions to clarify the following three kinds of issues: who defines services of general interest, their objectives, missions and responsibilities, the different forms that this definition could take, areas where community SGI may be necessary to implement the objectives of the Union. With regard to this last point, the committee stresses the need to examine in depth the possibility of defining community services of general interest in certain cases where a satisfactory response can be found "only within a European concept of public interest and with appropriate services". The EESC also stresses that "even though no legal reference to SGIs and SGEIs has been made for some EU agencies such as the agencies for maritime, food and rail safety, the agency for managing operational cooperation at the EU's external borders, and the "single sky" and "Galileo" agencies, these services are operating in the general European interest". It concludes by calling on European institutions to move beyond a mere defensive approach to the issue and to show some courage. It should be noted that this is the first time a Community institution makes a call, so firmly, in favour of the necessity and existence of European Services of General Interest.

http://eescopinions.eesc.europa.eu/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces%2Ften%2Ften389%2Fces1696-2009_ac.doc&language=EN

Partenariats public-privé (PPP)

La Commission européenne a adopté, le 19 novembre 2009, une communication COM(2009) 615, intitulée "Mobilisation des investissements privés en vue d'une relance de l'économie et d'une transformation à long terme : développement des partenariats public-privé". L'intention n'est pas de se substituer aux autorités nationales, qui sont entièrement discrétionnaires en la matière, mais de donner un cadre pour encourager le recours aux PPP "dans les services publics, les infrastructures et la recherche en Europe". Le cadre prévoit un financement accru via la BEI (Banque européenne d'investissement), des règles pour garantir l'équité entre projets totalement publics et ceux faisant l'objet d'un PPP, la possibilité pour l'UE de participer à des entités de droit privé et d'investir dans certains projets, la possibilité d'instaurer un instrument législatif communautaire relatif aux concessions, la création d'un groupe PPP pour l'information et la diffusion des bonnes pratiques.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0615:FIN:FR:PDF>

Consultations publiques

♦ **Initiative citoyenne** : La Commission européenne lance une consultation publique sur les procédures et les conditions de la présentation d'une initiative citoyenne telle que prévue par l'article 11 paragraphe 4 du traité de Lisbonne sur l'Union européenne qui dit que "des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités." L'objectif est que "le règlement sur l'initiative citoyenne puisse être adopté avant la fin de la première année suivant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne". Consultation ouverte jusqu'au 31 janvier 2010.

http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/citizens_initiative/docs/com_2009_622_fr.pdf

♦ **Stratégie de l'UE à l'horizon 2020** : Document de réflexion et de consultation de la Commission sur une stratégie européenne (dite Lisbonne II) pour sortir de la crise et consolider l'économie, devant déboucher sur des propositions qui seront présentées au Conseil européen de printemps 2010. Consultation ouverte jusqu'au 15 janvier 2010.

http://ec.europa.eu/eu2020/index_fr.htm

Cour de justice

Indemnisation des passagers aériens : Dans un arrêt du 19 novembre 2009 (affaires jointes C-402/07 et C-432/07), la Cour dit que des passagers qui arrivent à leur destination finale avec plus de trois heures de retard, comme ceux des vols annulés (voir bulletin 248), peuvent demander une indemnisation forfaitaire à la compagnie aérienne, à moins que le retard soit dû à des conditions exceptionnelles. L'arrêt précise les droits dont les passagers disposent vis-à-vis de la compagnie aérienne aux termes du règlement (CE) n° 261/04 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important.

Public-Private Partnerships (PPP)

On 19th November, 2009, the European Commission adopted a Communication COM (2009) 615, entitled "Mobilising private and public investment for recovery and long term structural change: developing Public Private Partnerships". It is not intended to substitute for national authorities, who have full discretion on the matter, but to provide a framework which will encourage the use of PPP in public services, infrastructure and research in Europe". The framework provides for increased funding through the EIB (European Investment Bank), regulations to ensure fairness between fully public projects and those covered by a PPP, the possibility for the EU to participate in private law undertakings and invest in certain projects, the possibility of setting up a Community legislative tool for concessions, the establishment of a PPP group for information and dissemination of good practices.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0615:FIN:EN:PDF>

Public Consultation

♦ **Citizens' Initiative**: The European Commission has launched a public consultation on procedures and conditions for submitting a citizen initiative as provided for in Article 11 paragraph 4 of the Lisbon Treaty on the European Union, which states that "Union citizens, numbering not less than one million and people who are nationals from a significant number of Member States may take the initiative to invite the European Commission, within the framework of its powers, to submit any appropriate proposal on matters where citizens consider that a legal act of the Union is required for the purpose of implementing treaties". The goal is to have "the regulation on the citizens' initiative adopted before the end of the first year following the entry into force of the Treaty of Lisbon". Consultation is open until January 31, 2010.

http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/citizens_initiative/docs/com_2009_622_en.pdf

♦ **EU Strategy for 2020**: A discussion and consultation paper by the Commission on a European strategy (the so called the Lisbon II) aimed to overcome the crisis and strengthen the economy, should lead to proposals to be submitted to the 2010 spring European Council. Consultation is open until January 15, 2010.

http://ec.europa.eu/eu2020/pdf/eu2020_en.pdf

European Court of Justice

Compensation for air passengers: In a judgement dated 19th November, 2009 (joint cases C-402/07 and C-432/07), the Court said that passengers who arrive at their final destination with delays of more than three hours, just like those whose flights are cancelled (see bulletin 248), have the right to a compensation from the airline, unless the latter can prove that the delay is due to some exceptional circumstances. The decision specifies the rights that passengers have vis-à-vis the airline under Regulation (EC) no° 261/04 establishing common rules on compensation and assistance to passengers in the event of denied boarding and of cancellation or long delays of flights.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.